



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIDEAU Philippe (ex DLB)

32 chemin de la Cavernière
33450 Saint-Loubès

Références : 25-874
Code AIOT : 0003101787

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement VIDEAU Philippe (ex DLB) implanté 3 route des Valentons 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIDEAU Philippe (ex DLB)
- 3 route des Valentons 33450 Saint-Loubès
- Code AIOT : 0003101787
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉMOLITIONS LOCATIONS BENNES (DLB), située au 3 route des Valentons à SAINT LOUBES (33450), est une société de location de bennes à destination des particuliers et des professionnels. Cette société n'a bénéficié d'aucun récépissé de déclaration, ni d'aucun arrêté d'enregistrement et d'autorisation au titre de la réglementation des installations classées.

Le site est localisé sur la parcelle cadastrale N° 1844 section B et couvre une surface totale d'environ 50 000 m².

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée en septembre 2016. Au regard des volumes de déchets présents (environ 2000 m³), il a été constaté que la société DLB exerçait une activité relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (relative au transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes). Aussi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 de régulariser sa situation administrative sous un délai de 6 mois. La société DLB a par la suite été radiée. Néanmoins, M. VIDEAU Philippe (ancien représentant de DLB) a poursuivi l'exploitation du site, en tant que personne physique.

Par la suite, le site a fait l'objet de six visites d'inspection (20 juillet 2017, 21 février et 20 novembre 2018, 11 juin 2020, 23 mars 2021 et 25 février 2022). Les arrêtés préfectoraux suivants ont été pris à l'encontre de la société DLB puis de M. VIDEAU (compte tenu de la poursuite des activités par M. VIDEAU en tant que personne physique) :

- arrêté préfectoral du 2 octobre 2017 obligeant la société DLB à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 50 000 € correspondant au coût du nettoyage et de la remise en état du site conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé : un avis d'admission en non valeur a été émis par la Direction Régionale des Finances Publiques concernant cet arrêté ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2020 (pris à l'encontre de M. VIDEAU) de régulariser la situation administrative du site en déposant un dossier d'enregistrement (suite à la parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités exercées relèvent désormais du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2716) ou en cessant ses activités conformément à la réglementation en vigueur ;
- arrêté préfectoral du 27 mai 2021 obligeant M. VIDEAU à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 20 000 € correspondant au coût de la réalisation d'un dossier de cessation d'activités prévu par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2020 ;
- arrêté préfectoral du 18 décembre 2023 instituant des servitudes d'utilité publique sur la parcelle section A n°1844 de la commune de ST LOUBES (33450) interdisant les activités de type agricole, aménagement ou construction.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	2020 (régularisation administrative)			
2	Mise en demeure 2020 (mesures conservatoires)	AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une exploitation illégale d'entreposage de VHU et d'entreposage de déchets est une nouvelle fois constatée.

Une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle, soit 150 k€ (calculé ainsi : 5000 m³ (1 mètre de déchets sur la surface considérée) x 300 kg/m³ (masse volumique d'un m³ de DNDAE) * 100 €/tonnes), sera prise si les déchets ne sont pas évacués sous trois mois.

Par ailleurs, une information est faite au procureur de la république sur cette affaire.

L'évacuation des déchets devra être accompagnée des documents de traçabilité afférents et en adéquation avec les constatations de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure 2020 (régularisation administrative)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : Monsieur Philippe VIDEAU, demeurant au 3 route des Valentons à SAINT-LOUBES (33450), est mis en demeure de régulariser sa situation administrative soit : - en déposant un dossier de demande d'enregistrement, complet et recevable, conformément à l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement. - en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et d'agrément, ces démarches doivent être réalisées dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ;
- L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

+ Constats inspection 2022 (fiche des constats n°1) :

" Dans son courrier du 21 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé à évacuer l'ensemble des déchets d'ici septembre 2021. Or, lors de l'inspection, il a été constaté que des déchets sont encore présents sur le site (au niveau de la zone arrière) et en particulier :

- une dizaine de VHU : l'exploitant affirme que ceux-ci seront évacués dans les jours suivant l'inspection ;
- des pneumatiques usagés : l'exploitant indique qu'ils seront évacués dès lors qu'il disposera des fonds nécessaires à cette opération ;
- des déchets de construction et des déchets non dangereux (plastiques, métaux, bois, etc.) en mélange : le volume de déchets présents a diminué par rapport aux constats de la précédente inspection (une partie des déchets a donc été évacuée mais aucun justificatif n'a été présenté à l'Inspection pour justifier des exutoires). Le volume de déchets en mélange est estimé à environ 300 à 500 m³ (un volume de 2000 m³ avait été constaté lors de la première inspection de 2016). Les photographies prises durant l'inspection figurent en annexe. "

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, en date du 03 novembre 2025, l'inspection a pu constater une évolution des activités menées sur les parcelles appartenant à Monsieur VIDEAU François (frère de VIDEAU Philippe autrefois exploitant d'un centre VHU illégal au droit de ces parcelles).

Sur la partie Sud, comme cela avait déjà été évoqué dans le précédent rapport d'inspection daté du 25 février 2022, la parcelle accueille une activité de transit de poids lourds et remorques. **Ce point ne relevant pas de la réglementation ICPE, ce dernier n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.**

Sur la partie Nord de la parcelle, derrière le hangar situé au centre de la parcelle, il est constaté :

- Sur la partie Ouest, une activité de réparation de véhicules ainsi que la présence d'une vingtaine de véhicules clairement hors d'usage (moteur démontés, partie plastiques tel

que les pare chocs retirés, pneus absents, etc.) sur une surface supérieure à 100 m² (évaluée à 2630 m²). Cette activité est un entreposage de VHU et relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE (NICPE) au régime de l'enregistrement ;

- Sur la partie Centre et Est, un dépôt de déchets de déconstruction, dépollution de véhicule, DNDAE (déchets non dangereux issus d'activités économiques) est constaté sur une surface qui pourrait aller jusqu'à 5000 m². Certains tas sont posés à même le sol sans protection particulière tandis que d'autres sont recouverts de terre, formant des buttes sur tout l'arrière du terrain. Il est également observé des arbres morts à l'arrière de la parcelle. Cette activité est un stockage de déchets non dangereux illégal et relève de la rubrique 2760-2b de la nomenclature précitée.

Une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle ; **soit 150 k€** (calculé ainsi : 5000 m³ (1 mètre de déchets sur la surface considérée) * 300 kg/m³ (masse volumique d'un m³ de DNDAE) * 100 €/tonnes) sera prise si les déchets ne sont pas évacués **sous trois mois**.

Par ailleurs, une information est faite au procureur de la république sur cette affaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle ; **soit 150 k€** (calculé ainsi : 5000 m³ (1 mètre de déchets sur la surface considérée) * 300 kg/m³ (masse volumique d'un m³ de DNDAE) * 100 €/tonnes) sera prise si les déchets ne sont pas évacués sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise en demeure 2020 (mesures conservatoires)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2

Thème(s) : Autre, Mesures conservatoires et nouvel apport de déchets

Prescription contrôlée :

Monsieur Philippe VIDEAU prendra toutes mesures utiles pour assurer, durant la période nécessaire à l'évacuation de ces déchets, la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'ensemble des justificatifs quant à l'élimination des déchets sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Tout nouvel apport de déchets est interdit.
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans le point de contrôle précédent, il est observé une nette dégradation de la parcelle par rapport à la situation constatée par l'inspection en février 2022 ; et ce du fait de la présence de dépôts illégaux de déchets combinée à l'exploitation d'un centre VHU sans l'autorisation requise. Ce point de contrôle est donc non conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle ; soit 150 k€ (calculé ainsi : 5000 m^3 (1 mètre de déchets sur la surface considérée) * 300 kg/m^3 (masse volumique d'un m^3 de DNDAE) * 100 €/tonnes) sera prise si les déchets ne sont pas évacués sous trois mois.</p> <p>L'évacuation des déchets devra être accompagnée des documents de traçabilité afférents et en adéquation avec les constatations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois